

NOTES
SUR
LE MOUVEMENT

RÉSUMÉ

Du Mémoire de la Fédération jurassienne.
Du Bulletin de la Fédération jurassienne.
De l'Avant-Garde.
Du Révolté et de la Révolte.

1^{re} PARTIE
(DE 1865 A 1878)

FOIX
DARNAUD, ÉDITEUR

Août 1891

THE HISTORY OF THE

REIGN OF

CHARLES THE FIRST

BY

NOTES
SUR
LE MOUVEMENT

RÉSUMÉ

Du Mémoire de la Fédération jurassienne.
Du Bulletin de la Fédération jurassienne.
De l'Avant-Garde.
Du Révolté et de la Révolte.

1^{re} PARTIE

(DE 1865 A 1878)

FOIX
DARNAUD, ÉDITEUR

—
Août 1891

LETTERS

TO THE HONORABLE SENATE

OF THE UNITED STATES

IN RESPONSE TO A RESOLUTION PASSED

AT THE SENATE CHAMBERS

ON FEBRUARY 2, 1862

BY SENATOR

WILLIAM HENRY RICHARDSON

OF THE STATE OF

NEW YORK

AND

OF THE SENATE

OF THE UNITED STATES

MÉMOIRE DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

Cette histoire du développement de l'Internationale en Suisse est divisée en quatre parties :

- I. Avant la Fédération romande ;
 - II. La Fédération romande ;
 - III. La scission ;
 - IV. La Fédération jurassienne.
-

Avant la Fédération romande.

La fondation des sections internationales de la Suisse romande date de 1865.

La plupart de ces sections primitives ne faisaient qu'un avec le parti radical.

En septembre 1866, eut lieu à Genève le premier

Congrès général de l'Internationale. A cette époque embryonnaire, on ne concevait d'autres solutions aux problèmes économiques que la coopération et les réformes législatives.

Ce ne fut qu'après le Congrès de Lausanne, qui eut lieu en septembre 1867, que quelques jeunes gens entrevirent, dans leur réalité humaine et scientifique, les perspectives grandioses de la révolution sociale universelle.

Le 9 septembre 1867, allait se tenir aussi à Genève le premier Congrès de la Ligue de la paix et de la liberté. De Paepé (de Bruxelles) montra l'erreur dans laquelle on tombait en demandant la paix pour arriver plus promptement à la réorganisation sociale, tandis qu'au contraire la paix ne peut être qu'un résultat de cette réorganisation sociale. Néanmoins, la dissidence entre les délégués de l'Internationale et la Ligue de la paix n'était pas encore sérieuse. Sans doute, le programme de l'Internationale était renfermé en germe dans le principe en vertu duquel cette association avait été fondée : *Affranchissement des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes*. Mais un programme aussi nouveau ne pouvait être élaboré dans ses différentes parties que par des efforts successifs.

Au Congrès de la Paix, « Bakounine, que chacun de nous vit ce jour la première fois, prononça un énergique discours dans lequel il émit sa théorie, devenue populaire depuis, de la destruction des États politiques et de la libre fédération des communes. »

Le troisième Congrès général de l'Internationale eut lieu à Bruxelles en septembre 1868. Son acte

principal fut d'attribuer à « l'État régénéré » :

- 1° Les carrières, houillères et autres mines, ainsi que les chemins de fer ;
- 2° Le sol arable ;
- 3° Les canaux, routes, lignes télégraphiques ;
- 4° Les forêts.

A ce moment-là, les anarchistes et les autoritaires employaient indifféremment le mot *État* sans y attacher d'importance, chacun d'eux lui donnant un sens différent. Mais, pour éviter toute équivoque, les anarchistes n'ont plus appelé *État* que le pouvoir, le gouvernement (élu ou non par le peuple) extérieur et supérieur au peuple, tandis qu'ils définissent la société de l'avenir : Libre fédération des associations de producteurs.

Pour se distinguer des *communistes* autoritaires, les antiautoritaires ou anarchistes se donnèrent le nom de *collectivistes* ; et nous verrons plus tard que ce mot de *collectivistes*, ayant pris une autre signification, fut remplacé par celui de *communistes-anarchistes* qui ne permet aucun malentendu.

Dans la période de septembre 1867 à décembre 1868, parmi les Sections de la Suisse romande, les seules vivantes furent, outre Genève, la Chaux-de-Fonds et le Locle.

En juillet 1868, Bakounine entra comme membre de l'Internationale dans la section centrale de Genève.

Le second Congrès de la Ligue de la paix fut tenu à Berne en septembre 1868. Bakounine y prononça quatre discours, après lesquels la minorité socialiste, abandonnant la Ligue de la paix, se constitua en *Alliance de la démocratie socialiste*, déclara adhérer à

l'Internationale et se donna comme programme :

1° Abolition des cultes ; substitution de la science à la foi ;

2° Egalisation politique, économique et sociale des individus des deux sexes ; abolition du droit d'héritage ; la terre, les instruments de travail, comme tout autre capital, devenant propriété collective de la société, ne pourront être utilisés que par les associations agricoles et industrielles ;

3° Egalité des moyens d'entretien, d'éducation et d'instruction pour les enfants des deux sexes ;

4° Repousser toute action politique n'ayant pas pour but immédiat et direct le triomphe de la cause des travailleurs ;

5° Union universelle des libres associations remplaçant les États actuels ;

6° La solidarité internationale des travailleurs substituée à cette rivalité des nations qu'on appelle patriotisme ;

7° Association universelle de toutes les associations locales par la liberté.

L'Alliance élit un Comité directeur dont Bakounine fut l'un des membres. Aussitôt, des groupes se constituèrent en Italie, en Espagne, en France.

Bientôt naquit l'idée de réunir toutes les Sections de la Suisse romande en une fédération, et le premier Congrès romand se réunit à Genève en janvier 1869 ; il décida que, chaque année, le Congrès de la Fédération, composé de deux délégués de chaque Section, se réunirait en avril et élirait un Comité fédéral de sept membres.

La Fédération romande étant ainsi constituée, une

période nouvelle commence pour l'Internationale en Suisse.

La Fédération romande.

L'Alliance, en se constituant, avait demandé au Conseil général de Londres d'être admise dans l'Internationale. Le 22 décembre 1868, le Conseil général répondit que *l'Alliance*, s'étant organisée de manière à être une seconde Internationale, fonctionnant *en dehors* de la première, ne pouvait être admise à fonctionner *en dedans*.

Sur la motion de Bakounine, *l'Alliance* consentit à supprimer ses bureaux nationaux et son bureau central et demanda si, à cette condition, ses Sections pourraient, *tout en conservant leur programme théorique*, être reçues comme Sections de l'Internationale. Cette proposition fut acceptée par le Conseil général le 9 mars 1869. Ainsi se trouva dissoute l'organisation internationale de *l'Alliance*; et ce mot, *l'Alliance*, ne désigna plus qu'une simple Section ayant son siège à Genève et admise dans l'Internationale, par décision du Conseil général, le 18 juillet 1869.

En vue du Congrès de Bâle, Bakounine et ses amis remportèrent, non sans peine, des victoires décisives.

Parmi les cinq questions mises à l'ordre du jour par le Conseil général s'en trouvaient deux (le droit d'héritage et la propriété collective) que le Comité cantonal de Genève cherchait à escamoter. Il fallut

obtenir qu'elles fussent mises à l'étude. Le rapport que fit Bakounine sur l'abolition du droit d'héritage et le rapport que fit Robin sur l'organisation de la propriété collective furent adoptés à la presque unanimité.

Lors du Congrès de Bruxelles, les Sections de Genève avaient envoyé leurs délégués à frais communs. Pour le Congrès de Bâle, il fut proposé de n'agir ainsi qu'à la condition que les deux questions de l'héritage et de la propriété seraient éliminées. Bakounine et ses amis firent repousser cette proposition. Les Sections dissidentes nommèrent alors un délégué spécial qui reçut mandat de ne pas voter sur les questions d'héritage et de propriété. La séparation étant ainsi accomplie, les autres Sections nommèrent trois délégués qui reçurent mandat de voter la propriété collective et l'abolition du droit d'héritage. L'un d'eux, ne voulant pas accepter ce mandat, donna sa démission ; mais le Comité cantonal, au lieu de respecter la décision de l'Assemblée générale, prit sur lui de décider que ce délégué se rendrait à Bâle sans mandat impératif. Cet acte arbitraire eut pour résultat de faire siéger au Congrès un délégué qui s'abstint de voter sur les deux questions de l'héritage et de la propriété, au mépris du vote formel des Sections qui payaient l'envoi de ce délégué. — Ce fait suffit à prouver combien le triomphe de Bakounine et de ses amis avait été laborieux.

Au Congrès de Bâle, en septembre 1869, on vit, dès le début, les délégués se diviser en deux camps opposés : les révolutionnaires d'un côté, les simples réformateurs de l'autre.

Les révolutionnaires l'emportèrent à une grande majorité dans la discussion sur la propriété. Le Congrès déclara que la société a le droit d'abolir la propriété individuelle du sol et de faire entrer le sol à la communauté; le Congrès déclara en outre qu'il y a nécessité à faire entrer le sol à la propriété collective.

Dans la discussion sur le droit d'héritage, la fraction révolutionnaire du Congrès, ayant Varlin et Bakounine pour principaux représentants, voulait que l'abolition du droit d'héritage fut prononcée formellement. Mais les communistes allemands, en simples réformateurs et sans doute aussi en fidèles interprètes de la pensée de Marx, disaient que l'abolition du droit d'héritage était superflue après l'abolition de la propriété individuelle et que, dès à présent, dans la société actuelle, on pouvait restreindre le droit d'héritage par des mesures législatives. Sur 68 votants, 32 se prononcèrent pour la proposition des révolutionnaires et 19 pour la proposition des amis de Marx. Aucune des deux propositions n'eut donc la majorité absolue; ce n'en était pas moins un échec pour le Conseil général, et tout vint démontrer que Marx y fut très sensible. Aussi, tandis que Bakounine et ses amis rêvaient « *une synthèse où Marx et Proudhon se donneraient la main,* » Marx ne vit en Bakounine et ses amis que des adversaires qui ont pu dire avec raison : « Nous ne savions pas alors ce que les faits nous ont appris, que nous avions affaire à une société secrète puissamment organisée et qui, n'ayant pu nous faire entrer dans son organisation, était forcée, par l'inexorable logique de sa situation, de nous écraser. »

Le 4 avril 1870, s'ouvrit, à la Chaux-de-Fonds, le Congrès romand. Les affidés du Conseil général voulurent empêcher le Congrès d'admettre la Section de l'Alliance dans la Fédération romande et attaquèrent Bakounine avec passion. La majorité estima que l'Alliance étant une Section reconnue par le Conseil général et qui, à Genève, avait rendu d'éminents services en soutenant les vrais principes socialistes, son admission devait être prononcée. La minorité se sépara aussitôt et très violemment de la majorité.

La Scission.

La majorité du Congrès romand eut beau faire, la minorité s'intitula Congrès et nomma un Comité fédéral tout comme le fit, de son côté, la majorité.

Par décision du 29 juin 1870, le Conseil général de Londres reconnut au Comité de la minorité siégeant à Genève le titre de Comité fédéral romand qu'il avait usurpé et invita le Comité de la majorité, siégeant à la Chaux de Fonds, à prendre tel autre titre local qu'il lui plairait d'adopter.

Pour distinguer ces deux Comités, le *Mémoire* donne à celui de la minorité le nom de Comité fédéral de Genève et à celui de la majorité le nom de Comité fédéral du Jura.

Le Comité du Jura déployait une grande activité et était en relations suivies avec les Fédérations de France

et d'Espagne. Son journal publia, le 5 septembre 1870, un *Manifeste aux Sections de l'Internationale* : « Dans tous les pays, groupons-nous, armons-nous, et marchons, volontaires de la liberté et de l'égalité, pour combattre à côté de nos frères de France. » Ainsi on aurait profité de la guerre pour accomplir la révolution sociale. Bakounine l'expliqua dans la brochure (*Lettres à un Français*) qu'il publia en septembre 1870.

Appelé à Lyon, Bakounine signa, avec vingt-cinq autres membres des comités d'action, l'affiche qui fut placardée le 26 septembre et qui proposait la réunion immédiate à Lyon d'une *Convention révolutionnaire du Salut de la France* composée de deux délégués de chaque département.

Un mouvement éclata à Lyon le 28 septembre et à Marseille le 31 octobre comme une sorte de prologue de la révolution du 18 mars à Paris.

Après la semaine sanglante, les réfugiés affluèrent en Suisse, surtout à Genève, et la vie des Sections romandes redevint active.

Le Comité fédéral du Jura, qui siégeait à la Chaux-de-Fonds, fut remplacé par un Comité siégeant à Sonvillieret Saint-Imier. La constitution de ce nouveau Comité fut annoncée au Conseil général par lettre du 6 août 1871.

Puis, une lettre du 10 août annonça au Conseil général que la Section de l'Alliance, après avoir tenu bon, à Genève, pendant toute la durée de la guerre, venait de se dissoudre pour apaiser ceux qui affectaient de voir encore en elle l'organisation internationale de l'*Alliance*.

Ces dispositions étaient prises en vue du cinquième

Congrès général de l'Internationale. Nous avons vu que le premier s'était réuni à Genève en 1866, le second à Lausanne en 1867, le troisième à Bruxelles en 1868, le quatrième à Bâle en 1869. Les événements avaient empêché qu'un Congrès eut lieu en 1870. Mais on croyait que la réunion du cinquième Congrès aurait lieu en septembre 1871.

Le Comité fédéral du Jura apprit indirectement que le Conseil général ne convoquerait pas le Congrès général en 1871 et le remplacerait par une conférence secrète qui commencerait à Londres le 17 septembre. Le Comité du Jura, par lettre du 4 septembre, protesta à l'avance contre les décisions que la conférence pourrait prendre à son égard.

Par décret du 26 septembre, la Conférence confirma le nom de *Fédération romande* aux Sections du Comité de Genève et donna le nom de *Fédération jurassienne* aux Sections du Comité du Jura.

Il est surabondamment établi (dans le *Mémoire de la Fédération jurassienne*) que toute cette affaire fut manigancée par Marx et consorts avec perfidie.

La Fédération jurassienne.

Le Comité fédéral du Jura, par circulaire du 31 octobre 1871, convoqua les Sections romandes de sa fédération à un Congrès régional, pour le 12 novembre, à Sonvillier.

Ce Congrès maintint la validité du vote en vertu duquel les Sections représentées au Congrès de la Chaux-de-Fonds par la majorité des votants constituaient encore la seule véritable et légitime *Fédération romande*.

Puis le Congrès de Sonvillier dit clairement que si, à partir du 12 novembre 1871, cette *Fédération romande* prenait le nom de *Fédération jurassienne*, ce n'était pas pour se conformer au récent décret de la Conférence de Londres, mais pour donner suite à une proposition présentée, en octobre 1870, au Congrès romand de Saint-Imier.

Les statuts de la Fédération jurassienne furent établis séance tenante. On y remarque ce qui suit :

« Le Comité fédéral n'est investi d'aucune autorité. Il remplit simplement le rôle de bureau de renseignements, de correspondance et de statistique.

« Les Sections conservent leur autonomie absolue. Toute latitude est laissée à celles qui voudront former entre elles des Fédérations locales ou spéciales.

« Toute Section de l'Internationale peut être admise dans la Fédération, à la condition d'adhérer aux présents statuts et de ne rien admettre dans son règlement particulier qui y soit contraire.

« Le Congrès annuel de la Fédération ne s'immisce en aucune façon dans l'administration intérieure des Sections.

« Chaque Section a le droit de proposer des questions pour l'ordre du jour du Congrès. L'ordre du jour est fixé définitivement dans la séance d'ouverture du Congrès.

« Les présents statuts sont revisables en tout

temps, à la demande d'une Section, par un Congrès de la Fédération. »

Ce même jour, 12 novembre 1871, le Congrès de Sonvillier décida : 1° la publication d'un *Mémoire* (le présent *Mémoire* qui ne put être terminé que le 15 avril 1873) ; 2° l'envoi à toutes les Fédérations de l'Internationale d'une circulaire où il est dit ce qui suit :

Toutes les Fédérations internationales sont invitées à se joindre à la Fédération jurassienne pour provoquer la convocation, à bref délai, d'un Congrès général. Cette mesure est réclamée dans le but de faire rentrer le Conseil général dans ses attributions qui ne lui confèrent aucune autorité. Le Conseil général fut placé pour la première année à Londres et y a été maintenu depuis cinq ans, de telle sorte que Londres semble être la capitale inamovible de l'Internationale. Ce fait a contribué à faire croire au Conseil général qu'il était une sorte de gouvernement, d'autant mieux que le Conseil général est toujours composé des mêmes hommes qui ont été investis par le Congrès de Bâle d'un pouvoir très grand sur les Sections. Ces hommes ont été amenés, par la force même de leur situation, à vouloir faire prédominer dans l'Internationale leur programme spécial ; toute libre manifestation d'une opinion différente leur semble une hérésie qu'ils s'appliquent à détruire. « Et voilà les luttes qui commencent, et, avec elles, les inimitiés personnelles et les manœuvres de coterie. Le Conseil général devient un foyer d'intrigues ; les opposants sont conspués, calomniés, excommuniés ; enfin la guerre, la guerre ouverte, éclate au sein de l'Association. »

L'Internationale, au lieu d'être une libre Fédération de Sections autonomes, tend à devenir une organisation hiérarchique et autoritaire de Sections disciplinées, placées entièrement dans la main d'un Conseil général dont l'idéal est la *conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière*, tandis qu'il devrait être *l'émancipation des travailleurs par les travailleurs eux-mêmes en dehors de toute autorité directrice, cette autorité fût-elle élue et consentie par les travailleurs.*

« La Société future ne doit être rien autre chose que l'universalisation de l'organisation que l'Internationale se sera donnée. Nous devons donc avoir soin de rapprocher le plus possible cette organisation de notre idéal. Comment voudrait-on qu'une Société égalitaire et libre sortit d'une organisation autoritaire ? C'est impossible. L'Internationale, embryon de la future Société humaine, est tenue d'être, dès maintenant, l'image fidèle de nos principes de liberté et de fédération, et de rejeter de son sein tout principe tendant à l'autorité, à la dictature. »

*
* *

La bataille était engagée.

Il fallait un journal.

Le premier numéro du *Bulletin de la Fédération jurassienne* parut le 15 février 1872.

BULLETIN DE LA FÉDÉRATION JURASSIENNE

1872

8 juin. — « On nous communique un grossier libelle qui s'intitule : *Les prétendues scissions dans l'Internationale, circulaire privée du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs*. Ce document est daté de Londres, 5 mars 1872. »

*
* *

15 juin. — Virulentes réponses à la brochure ou *circulaire* publiée en trois langues par *monsieur* Marx.

*
* *

17 juillet, supplément au numéro du 15 juillet. — Le Comité fédéral jurassien a reçu du Conseil général de Londres avis que le cinquième Congrès général de l'Internationale est convoqué pour le 2 septembre à

la Haye et que la revision des statuts et règlements généraux est mise à l'ordre du jour. — Le *Mémoire de la Fédération jurassienne* dit à ce sujet :

« Devant le mouvement des Fédérations qui réclamaient un Congrès, la position du Conseil général devenait difficile. Marx résolut d'en finir en convoquant un Congrès général, mais en prenant ses mesures pour assurer d'avance à son parti une majorité toute faite, de manière à ce que le Congrès fut l'écrasement définitif des fédéralistes..... Bakounine, réfugié en Suisse, ne pouvait se rendre en Hollande, le passage par la France et par l'Allemagne, où il avait subi des condamnations capitales, lui étant interdit; Marx était donc assuré qu'en choisissant la Haye il fermait à Bakounine l'entrée du Congrès, et il se préparait ainsi un triomphe facile sur un ennemi absent et qu'il était résolu à accabler une fois pour toutes. »

*
* *

1^{er} septembre. — Le Congrès jurassien réuni extraordinairement à la Chaux-de-Fonds, le 18 août, n'a pas accepté la proposition faite par la Fédération italienne de tenir un contre-Congrès général anti-autoritaire, le 2 septembre, à Neuchâtel. Le Congrès jurassien a nommé deux délégués pour aller au Congrès de la Haye avec mandat impératif de voter l'abolition du Conseil général et la suppression de toute autorité dans l'Internationale; ce mandat renfermait aussi des dispositions défensives qu'exigeait la situation.

*
* *

1^{er} octobre. — Compte rendu du Congrès général tenu à la Haye du 2 au 7 septembre. Puis, compte rendu du Congrès international qui s'ouvrit à Saint-Imier, le 15 septembre. Le congrès dérisoire de la Haye avait maintenu l'institution du Conseil général, augmenté les pouvoirs de ce Conseil qui fut placé à New-York et composé d'agents de Marx. C'est pour lutter contre ces manœuvres que se réunirent en Congrès à Saint-Imier les délégués suivants :

Alerini, Farga Pellicer, Marselau et Morago, délégués de la Fédération espagnole ;

Costa, Cafiero, Bakounine, Malatesta, Nabruzzi, Fanelli, délégués de la Fédération italienne ;

Pindy, et Camet, délégués de plusieurs Sections de France ;

Lefrançais, délégué des Sections 3 et 22 d'Amérique ;

Guillaume et Schwitzguébel, délégués de la Fédération jurassienne.

Le 16 septembre, ces délégués, à l'unanimité, adoptèrent des résolutions dont suit un aperçu :

Les Congrès ne doivent avoir d'autre mission que de mettre en présence les idées du prolétariat des différentes localités, et la majorité d'un Congrès ne peut imposer sa volonté à la minorité ; en conséquence, les résolutions autoritaires du Congrès de la Haye sont repoussées et le Conseil général qu'il a nommé n'est nullement accepté.

La Fédération spontanée des Fédérations ou Sections libres de tous pays sera indépendante d'un contrôle gouvernemental quelconque.

Le pouvoir politique doit être détruit, alors même qu'il serait révolutionnaire ; en conséquence, il faut

que le prolétariat agisse en dehors de toute politique bourgeoise.

La possession des matières premières et de tout le capital social est indispensable à la libre Fédération des groupes producteurs fondée sur la solidarité et sur l'égalité.

*
* *

15 Décembre. — LES JACOBINS S'EN VONT. —
« Les citoyens Ranvier, Vaillant et quelques autres délégués au Congrès de la Haye, qui y ont voté avec la majorité, viennent de publier une brochure dans laquelle ils annoncent qu'ils se retirent de l'Internationale. Ces citoyens sont des Jacobins, des politiques autoritaires ; c'est dire qu'il n'y a rien de commun entre leur manière de concevoir la révolution et la nôtre. Et cependant ils portent sur Karl Marx et le Congrès de la Haye un jugement aussi sévère que celui de la minorité socialiste fédéraliste. Ils accusent Marx de s'être servi d'eux contre la minorité et de les avoir ensuite joués par le vote qui a transféré le Conseil général en Amérique. Ce transfert leur a ouvert les yeux sur les visées de Karl Marx, qui voulait absolument garder le Conseil général sous son influence personnelle, et qui a imaginé de le placer à New-York, sous la direction de son homologue, le *caporal* Sorge, comme l'appelait un délégué anglais au Congrès de la Haye, parce que, si le Conseil général était resté à Londres, Marx courait le risque de voir les ouvriers anglais et les réfugiés français y prendre la haute main. Et voilà ce que se disent une partie de ceux qui se sont aidés à faire le

coup d'Etat de la Haye. Dépités de s'être vu jouer, ils viennent révéler le secret de la *comédie*, pour employer leurs propres expressions. C'est très édifiant en vérité. Du moins, ces jacobins sont logiques. Ils avaient rêvé de transformer l'Internationale en une association politique, instrument discipliné entre les mains de quelques chefs, futurs hommes d'Etat de la révolution. Ils n'y ont pas réussi. — Ils se retirent : à la bonne heure. Débarrassée des Jacobins, il ne reste plus à l'Internationale d'autres ennemis intérieurs que la coterie de Marx. Mais, si nous en jugeons par tout ce qui se passe dans toutes les Fédérations, cette coterie est réduite à l'impuissance, et toutes ses manœuvres souterraines ne lui permettront pas de ressaisir une autorité que la déclaration de la minorité de la Haye a brisée pour jamais. »

*
**

1873.

15 Février. — Par lettre du 5 janvier, le Conseil général de New-York annonce la suspension de la Fédération jurassienne. Mais le Congrès italien de Rimini, le Congrès espagnol de Cordoue, le Congrès belge de Bruxelles, les Sections de France, les correspondances d'Angleterre et d'Amérique se sont prononcés pour la Fédération jurassienne.

*
**

1^{er} Mars. — Le Congrès anglais de Londres a repoussé à l'unanimité les résolutions du Congrès de

la Haye et du Conseil général de New-York. La plupart des Sections de Hollande ont déclaré ne pas accepter la suspension de la Fédération jurassienne.

*
* *

1^{er} mai. — Vient de paraître le *Mémoire de la Fédération jurassienne*.

Le Congrès annuel de la Fédération jurassienne s'est tenu les 27 et 28 mai à Neuchâtel. « L'Italie, l'Espagne, la France dans ce qu'elle a de sérieusement organisé, la Belgique tout entière, la Hollande sauf une Section, l'Angleterre, sauf quelques dissidents, l'Amérique, sauf quelques dissidents, les Slaves et la Fédération jurassienne sont positivement pour le maintien, comme base d'organisation et d'action dans l'Internationale, du principe autonomiste-fédéraliste. »

Le Congrès général de l'Internationale devant se réunir chaque année de plein droit sans qu'il soit besoin d'une convocation émanant du Conseil général, le Congrès jurassien propose à toutes les Fédérations de l'Internationale de réunir le Congrès général le 1^{er} septembre 1873.

Le Congrès jurassien propose en outre aux Fédérations qui ne reconnaissent pas les pouvoirs autoritaires du Conseil général de New-York d'envoyer leurs délégués, dès le 28 août, en vue d'un Congrès anti-autoritaire destiné à préparer le triomphe du principe fédératif dans le Congrès général.

Il est décidé qu'à partir du 1^{er} juillet le *Bulletin* cessera d'être bi-mensuel et deviendra hebdomadaire.

*
* *

1^{er} juin. — Cafiero et Malatesta, qui étaient en prison préventive à Bologne depuis 54 jours, ont été remis en liberté.

*
* *

6 juillet. — La Fédération ouvrière de Bologne signale comme étant un agent du gouvernement italien Carlo Terzaghi, rédacteur du journal *la Discusione* qui paraît à Turin.

*
* *

13 juillet. — Le Comité fédéral jurassien convoque le Congrès général de l'Internationale pour le 1^{er} septembre, à Genève.

*
* *

7 septembre. — Le Congrès général de Genève s'est ouvert le 1^{er} septembre.

L'appel nominal des délégués constate la présence des compagnons :

Verrycken, Cornet, Manguette, Dave, Van den Abeele, représentant la Fédération belge ;

Eccarius et Hales, représentant la Fédération anglaise ;

Van den Abeele (déjà nommé), représentant la Fédération hollandaise ;

Spichiger, Andrié, Pindy, Guillaume, Joukowsky, Ostyn (qui, étant absent, fut remplacé par Dumartheray), représentant la Fédération jurassienne ;

Mattei, Bert, Costa, Cyrille, représentant la Fédération italienne ;

Farga Pellicer, Marquet, Viñas, Alerini, Brousse, représentant la Fédération espagnole;

Perrare, Montels, Pindy (déjà nommé), Brousse (déjà nommé), représentant des Sections françaises.

La fédération américaine a envoyé une adresse d'adhésion.

Le citoyen Terzaghi, se disant délégué des *intransigeants* de Turin et de Treia, ainsi que de la société de secours mutuels des bouchers de Catane, voit ses mandats rejetés comme n'émanant pas de Sections internationales.

*
* *

14 septembre. — Le 2 septembre, le Congrès général de Genève, à l'unanimité et aux applaudissements de l'auditoire, décide que le Conseil général sera supprimé sous n'importe quelle forme.

Le 3 septembre furent votés, à l'unanimité, les nouveaux statuts de l'Internationale dont suivent quelques extraits :

« L'émancipation des travailleurs doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

« Tous les individus adhérant à l'Internationale reconnaîtront comme devant être la base de leur conduite envers les autres hommes : *la vérité, la justice, la morale.*

« Les Fédérations et Sections conservent leur complète autonomie.

« Un Congrès général de l'Association aura lieu, chaque année, le premier lundi de septembre.

« La mission du Congrès est de mettre en présence les aspirations des travailleurs des divers pays, et de

les harmoniser par la discussion. Les questions de principe ne pourront jamais être l'objet d'un vote. Les décisions du Congrès général ne seront exécutoires que pour les fédérations qui les auront acceptées.

« Le Congrès chargera chaque année une Fédération régionale de l'organisation du Congrès suivant. La fédération, qui aura reçu ce mandat servira de bureau fédéral à l'Association. »

Le 5 septembre, Bruxelles fut désigné comme lieu de réunion du prochain Congrès général, et la Fédération belge reçut le mandat de servir de bureau fédéral à l'Association pour l'année 1873-1874.

*
* *

21 septembre. — Un Congrès des Marxistes, tenu à Genève le 8 septembre et jours suivants, a maintenu le Conseil général et a fixé le siège de ce Conseil à New-York.

*
* *

28 septembre. — LES DEUX CONGRÈS. Le Congrès international, convoqué par les fédéralistes, était composé ainsi qu'il suit :

Angleterre, 21 sections ;

Belgique, 8 Fédérations locales, comprenant chacune de nombreuses Sections ;

Espagne, 270 Fédérations locales formant 674 sections ;

France, de nombreuses Sections ;

Hollande, 4 Fédérations locales ;

Italie, une centaine de Sections ;

Jura, 14 Sections.

Et le Conseil fédéral de Spring street (New-York) autour duquel est groupée la moitié environ des Sections américaines, a envoyé son adhésion ainsi que la somme destinée à couvrir la part revenant à l'Amérique dans les frais du Congrès.

Les délégués marxistes du Congrès autoritaire étaient : 21 Gênois, 6 Suisses d'autres cantons, 1 Allemand et 1 Autrichien. — Ce fiasco ridicule a fait ajourner à deux ans un nouveau Congrès et a fait choisir pour lieu de réunion Zurich, en pays Allemand.

*
* *

14 décembre. — Des poursuites sont intentées à Florence contre les compagnons Grassi, Natta, Lovari, Benvenuti, Talchi, Barni et Volpi, signataires d'une protestation « contre le mouchard Terzaghi, rédacteur du *Proletario* ».

*
* *

1874.

25 janvier. — Malatesta, après une détention de plusieurs mois en Italie, vient d'être remis en liberté.

*
* *

14 juin. — Un Congrès des sections américaines réuni à Philadelphie par le Conseil général de New-York a voté la résolution suivante :

« Considérant que les décisions prises par le Congrès tenu à Genève en septembre 1873 n'ont pas été

communiquées au Conseil général dans leur texte officiel; que les papiers du Congrès, envoyés au Conseil général, se trouvent dans l'état de désordre le plus absolu, et qu'il est impossible, pour des personnes qui n'ont pas assisté au Congrès, d'y rien comprendre;

« Qu'il est impossible de tenir chaque année un Congrès général;

« Le Congrès des Sections américaines décide de ne reconnaître comme obligatoires, jusqu'au prochain Congrès général, que les décisions du Congrès de la Haye. »

Et le Conseil général annonce qu'un Congrès général se réunira, en septembre 1875, dans une ville d'Angleterre.

« Est-ce assez comique (s'écrie le *Bulletin de la Fédération jurassienne*) et pourrions-nous désirer, de la part des adversaires qui avaient organisé la mystification de la Haye, un suicide plus misérable et plus ridicule ! »

*
**

20 septembre. — Le Congrès général des fédéralistes, ouvert à Bruxelles le 7 septembre, était composé de 15 délégués, savoir : 1 pour l'Espagne, 1 pour l'Italie, 1 pour l'Angleterre, 1 pour la France, 1 pour la Suisse et 10 pour la Belgique.

L'action publique de l'Internationale étant rendue impossible en France, en Espagne, en Italie, en Russie, et le devenant chaque jour davantage en Allemagne, c'est la Fédération jurassienne qui fut

chargée de l'organisation du bureau fédéral international pour l'année 1874-1875. Et il fut dit que le prochain Congrès aurait lieu en Espagne, si la situation de ce pays le permettait.

*
* *

11 octobre. — « Le fameux mouchard italien Carlo Terzaghi se trouve actuellement en Suisse... Il y exerce son métier d'espion sur une grande échelle... et se donne beaucoup de peine, dit-on, pour dissimuler son identité par toute sorte de déguisements. »

— Malatesta, suivi depuis Naples par des agents déguisés, a été arrêté à Pesaro, et il est emprisonné à Ancône.

*
* *

18 octobre. — Malatesta a été transféré dans les prisons de Trani (province de Bari).

« — Le sieur Terzaghi a écrit à la rédaction du *Bulletin* pour se plaindre que notre correspondant italien ait porté atteinte à son honorabilité... Il demande que notre correspondant se fasse connaître à lui, afin de pouvoir répondre à ses accusations... Nous n'avons pas l'habitude de donner les noms de nos correspondants à la police... »

*
* *

1^{er} novembre. — « Ces jours passés, deux citoyens italiens se sont rendus auprès de l'administration du *Bulletin* pour lui transmettre une provocation en duel de la part de M. Terzaghi. Il a été répondu par

les trois compagnons qui composent l'administration qu'un duel était à leurs yeux une chose parfaitement ridicule qui ne pouvait rien prouver du tout pour ou contre la vérité d'un principe ou d'une accusation ; et que si Terzaghi est un mouchard, il n'en restera pas moins mouchard après avoir essuyé le feu d'un pistolet. Les mandataires de Therzaghi ont alors annoncé que celui-ci se réservait de recourir aux tribunaux... Nous sommes engagés dans une lutte sans trêve contre le monde de l'exploitation et du privilège. A cette lutte, nous avons fait d'avance le sacrifice de notre vie, de notre position sociale, de notre sécurité, de notre réputation. Nous savons qu'il y a, au bout de notre chemin, la misère, la calomnie, souvent l'exil, la prison ou la mort. Néanmoins, nous marchons sans hésiter ; et, sachant où nous allons, nous nous croyons le droit de dédaigner les provocations que nous pouvons rencontrer sur notre route, et de passer outre. »

*
*

15 novembre. — Francesco Natta a été arrêté à Florence le 1^{er} novembre. D'après les journaux de la police « c'est un jeune homme d'une tournure distinguée, d'un caractère hardi et énergique, mécanicien de profession. »

*
*

1875.

13 juin. — « Un des hommes qui ont le plus honoré la révolution communaliste parisienne, le savant Élisée Reclus, a entrepris un travail réellement colossal, qui sera un véritable monument de la science géographique au XIX^e siècle. C'est une description de la terre et de tous les peuples qui l'habitent, sous le titre de *Géographie universelle*... Élisée Reclus est l'un des nôtres ; il s'est battu à Paris sous la Commune dans les rangs des fédérés ; il a été jeté sur les pontons avec tant d'autres victimes de la férocité versaillaise ; il est actuellement proscrit par le gouvernement qui déshonore la France. Nous tenons à le rappeler en terminant, car ce ne sera pas là, aux yeux de la postérité, un de ses moindres titres de gloire. On dira de lui plus tard : Il fut le premier géographe de son temps, et l'un des combattants de la Commune. »

*
**

25 juillet. — « Le procès des internationaux de Florence se déroule, depuis le commencement du mois, devant la Cour d'assises... L'interrogatoire des accusés est terminé. Ils se montrent tous remplis de calme et de fermeté, et les sympathies du public ne leur font pas défaut. On a particulièrement remarqué le compagnon Natta, à cause du beau discours qu'il a prononcé sur nos principes. »

*
**

8 août. — « Le procès des internationaux de Florence continue à soulever le plus vif intérêt dans le public... Le correspondant d'un journal de Rome parle en ces termes de notre ami Natta : « Natta a « une figure sympathique ; son langage est franc et « décidé ; il a conscience de servir sa cause sur ce « banc d'accusés où il est assis et de mériter l'estime, « et il parle avec franchise, mais d'une manière « douce et délicate, exposant avec tranquillité les « principes destructeurs de l'Internationale. Un vieux « magistrat me disait : *Ce jeune homme si calme sur « sur son banc, qui nous explique ses doctrines et « déclare qu'il a foi dans le progrès, m'a véritablement « stupéfait.* »

*
**

28 novembre. — « Un citoyen italien, Amilcar Cipriani, qui fut l'aide-de-camp de Flourens, et qui est actuellement déporté en Calédonie, a écrit une lettre dans le but de rectifier les récits erronés qui ont été faits jusqu'à présent de la mort de Gustave Flourens, assassiné, comme on sait, à Chatou, par le capitaine de gendarmerie Desmarest, le 3 avril 1871... »

*
**

1876.

2 avril. — Le procès des internationaux de Bologne est commencé depuis le milieu du mois de mars. Les 70 accusés « ont l'air tranquille et souriant ; » les réponses de plusieurs d'entre eux « ont été remarqua-

bles par leur accent de franchise et d'énergie. » Costa a fait l'histoire de l'Internationale ; « il tenait à la faire, a-t-il ajouté, par des motifs de propagande ; car puisqu'on lui avait tout ôté, tout interdit, il ne lui restait plus d'autre moyen que de transformer le tribunal en tribune. »

* *

28 mai. — Les internationaux arrêtés à Rome en août 1874 avaient été condamnés à 10 ans de travaux forcés en août 1875. Cette sentence ayant été cassée par la Cour de Florence, le procès a recommencé le 11 mai. Tous les accusés ont été acquittés.

— Dans quelques jours, il y aura douze ans que Nicolaï Gabrielovitch Tchernychewsky est exilé en Sibérie.

* *

18 juin. — TÉLÉGRAMME. Bologne, 17 juin, 2 h. 55 du matin. — Les socialistes italiens détenus à Bologne, rendus à la liberté, envoient un salut fraternel à leurs frères du Jura. — *Costa.*

* *

9 juillet. — FUNÉRAILLES DE MICHEL BAKOUNINE. — « Lundi 3 juillet, des socialistes venus de différents de points de la Suisse ont rendu les derniers devoirs à Michel Bakounine, mort l'avant-veille à Berne. Le corps avait été transféré à l'hôpital de l'île. A 4 heures du soir, le corbillard vint prendre le cercueil, et le funèbre cortège traversa les rues de la ville fédérale, pour se rendre au cimetière situé à quelque distance.

Sur la fosse, plusieurs discours ont été prononcés. Adhémar Schwitzguébel a lu des lettres et télégrammes de divers amis ou Sections de l'Internationale. Joukowsky a retracé la biographie de Bakounine en insistant sur cette verdeur de sève, sur cette puissance de renouvellement qui caractérisaient celui qu'un écrivain russe a appelé un *printemps perpétuel*. James Guillaume a rappelé les calomnies dont la réaction a poursuivi le grand initiateur révolutionnaire et les services qu'il a rendus à la cause socialiste. Élisée Reclus a parlé des qualités personnelles de Bakounine, de la vigueur de son intelligence, de son infatigable activité. Carlo Salvioni a rendu hommage à l'adversaire de Mazzini, au grand agitateur athée et antiautoritaire, au champion du socialisme populaire en Italie. Paul Brousse a parlé ensuite au nom de la jeunesse révolutionnaire française, qui se rattache aux idées dont Bakounine a été le représentant le plus éloquent. Enfin un ouvrier de Berne, Betsien, a adressé en allemand un dernier adieu à celui dont la vie entière fut consacrée à la sainte cause de l'émancipation du travail... »

*
* *

23 juillet. — « La perte de Michel Bakounine a été vivement sentie dans toute l'Italie, et les Sections et Fédérations de l'Internationale italienne ont publiquement manifesté leur deuil à cette occasion. Les journaux hongrois eux-mêmes ont dû rendre hommage à l'illustre mort et reconnaître qu'avec lui avaient disparu une grande intelligence et un grand

cœur. Il laisse beaucoup d'écrits inédits ; et tous les socialistes d'Italie verraient avec plaisir que la rédaction du *Bulletin* voulut bien se charger de les recueillir en vue d'une publication. Tel était — ses amis le savent — le désir de Bakounine lui-même... »

*
* *

15 octobre. — « Le huitième Congrès de l'Association internationale des travailleurs s'ouvrira à Berne le jeudi 26 courant, pour durer jusqu'au dimanche 29 courant. »

*
* *

5 novembre. — « Le cinquième Congrès de l'Internationale a eu lieu à la Haye en 1872. A ce moment-là, l'Association subsistait encore dans son intégrité ; et quelle que soit du reste l'opinion qu'on puisse avoir sur ce qui s'est passé à la Haye, on est d'accord, dans un camp comme dans l'autre, sur ce point de fait qu'à la Haye a été tenu le cinquième Congrès général.

« Mais ensuite ?

« Ensuite, l'Internationale se divisa en deux moitiés... la moitié *autoritaire* et la moitié *antiautoritaire*.

« La moitié *antiautoritaire* tint un Congrès à Genève du 1^{er} au 6 septembre 1873 et elle y revisa les statuts généraux de l'Internationale, en abolissant le Conseil général et en établissant l'autonomie des fédérations. Les *antiautoritaires* appelèrent leur

Congrès le sixième Congrès général de l'Internationale.

« La semaine suivante, la moitié *autoritaire* tenait à son tour son Congrès, à Genève aussi, et baptisa de son côté cette réunion du nom de sixième Congrès général de l'Internationale.

« Suivons maintenant les faits et gestes des deux moitiés à partir de 1873.

« En 1874, la moitié *antiautoritaire* tient un Congrès à Bruxelles et l'appelle septième Congrès général de l'Internationale. A ce Congrès étaient représentés l'Angleterre, la Belgique, la France, la Suisse, l'Italie, l'Espagne, et des Sections allemandes.

« L'année suivante, vu la situation critique où se trouvait le socialisme en Italie et en Espagne, le Congrès général fut supprimé, à la demande des Espagnols.

« Enfin, cette année-ci, le Congrès de la moitié *antiautoritaire* s'est réuni de nouveau à Berne, sous le nom de huitième Congrès général de l'Internationale.

« Qu'a fait, pendant ce temps-là, la moitié *autoritaire* ?

« Ayant vu le peu de réussite de son Congrès de 1873, elle avait déclaré d'avance qu'elle renonçait à tenir un Congrès l'année suivante, mais elle avait en même temps annoncé qu'elle en tiendrait un deux ans après, en 1875, sous le nom de septième Congrès général de l'Internationale.

« L'année 1875 s'est écoulée, la moitié *autoritaire* n'a tenu aucun Congrès.

« L'année 1876 va finir, la moitié *autoritaire* n'a tenu aucun Congrès.

« En présence de cet état de choses, en présence des renseignements positifs que nous possédons sur la situation des groupes qui composaient ou étaient censés composer cette moitié *autoritaire*, nous pouvons constater que *la moitié autoritaire de l'Internationale n'existe plus...*

« Seule, la moitié *antiautoritaire* de l'Internationale existe encore; bien loin d'être en décadence, elle fait preuve d'une énergique vitalité; elle peut montrer à tous le terrain gagné et les progrès accomplis.

« Puisque la moitié *antiautoritaire* de l'Internationale existe seule aujourd'hui, puisqu'à elle seule elle constitue tout ce qui reste de l'Internationale, il est évident qu'elle a le droit de s'appeler *l'Internationale*. »

*
* *

3 décembre. — « ... La fédération italienne croit que le *fait insurrectionnel*, destiné à affirmer par des actes les principes socialistes, est le moyen de propagande le plus efficace et le seul qui, sans tromper et corrompre les masses, puisse pénétrer jusque dans les couches sociales les plus profondes et attirer les forces vives de l'humanité dans la lutte que soutient l'Internationale... »

Cette déclaration est signée par *les délégués fédéraux italiens au Congrès de Berne* :

ERRICO MALATESTA.

Carlo GAFIERO.

*
* *

1877.

21 janvier. — Le prénom de Tchernychewsky étant Nicolas, on a pris l'occasion de la Saint-Nicolas et le prétexte d'un service religieux pour faire une démonstration dont le journal Wpered (de Londres) donne le récit suivant :

« Le jour de la Saint-Nicolas s'est réunie à Pétersbourg, dans l'église de Notre-Dame de Kasan, une foule composée d'ouvriers et de personnes appartenant à la classe instruite, pour y assister à un service religieux en mémoire des morts et des absents, comme témoignage de solidarité avec des personnes qui expient maintenant en prison, en exil, ou aux travaux forcés, leur amour pour le peuple. Après une prière pour Nicolas Tchernychewsky et pour quelques autres dont le gouvernement russe n'a pas encore pu se saisir, toute la foule, au nombre d'un millier de personnes environ, sortit de l'église et se groupa dans le péristyle, sur les degrés et sur la place. Un homme de ceux qui se trouvaient sur les degrés fit alors le discours suivant :

« Amis ! nous venons de prier pour le bien de Nicolas Gabrielowitch (Tchernychewsky) et d'autres martyrs de la cause. Pour vous, ouvriers ici rassemblés, il est grand temps que vous sachiez qui était Tchernychewsky. C'était un écrivain qui fut envoyé en 1864 aux travaux forcés, parce qu'il avait appelé une *imposture* la prétendue liberté donnée par le tsar « émancipateur ». Il n'est pas libre, a-t-il dit, ce peuple à qui l'on a vendu bien cher des terrains sablonneux ou marécageux, qui n'avaient pas de

valeur pour le propriétaire ; il n'est pas libre ce peuple qui, pour ces landes et ces marécages, se voit forcé de payer au tsar et au noble plus qu'il n'en peut retirer ; à qui l'on arrache à coups de fouet ce lourd impôt ; à qui l'on vend sa dernière vache, son dernier cheval, sa dernière cabane ; à qui le service militaire enlève ses meilleurs travailleurs. Il n'est pas libre non plus cet ouvrier qui travaille comme un bœuf pour son maître, qui lui donne toute sa force, sa santé, son intelligence, son corps et son sang, et qui, en échange, ne reçoit qu'un taudis, humide et froid, et quelques sous. — C'est pour avoir dit cette vérité que cet écrivain distingué a été envoyé aux travaux forcés, et se trouve encore, à l'heure qu'il est, déporté en Sibérie. Mais il n'y a pas eu seulement un Tchernychewsky ; ils sont nombreux ceux qui ont voulu, comme lui, affranchir le peuple : les décembristes, les Petrocheff, les Karakosoff, les Netchaïeff, les Dolgouchine, et tous nos martyrs de ces dernières années. Ils ont lutté et ils luttent pour cette même cause du peuple ; je dis du peuple, parce que celui-ci a toujours lutté seul jusqu'à présent. Souvenez-vous de Stenko Razin, de Pougatcheff, d'Antoine Pétroff ! Tous ont eu le même sort : les supplices, les travaux forcés, la prison. Mais plus ils ont souffert, plus grande est leur gloire. Oui, qu'ils vivent, ces martyrs de la cause populaire ! Amis, nous nous sommes rassemblés pour manifester ici, devant toute la capitale, devant la Russie toute entière, notre solidarité avec ces hommes. Notre drapeau est leur drapeau. Il porte la devise : *Terre et liberté pour le paysan et l'ouvrier*. Le voici. Vivent la terre et la liberté !

1877.

21 janvier. — Le prénom de Tchernychevsky étant Nicolas, on a pris l'occasion de la Saint-Nicolas et le prétexte d'un service religieux pour faire une démonstration dont le journal Wpered (de Londres) donne le récit suivant :

« Le jour de la Saint-Nicolas s'est réunie à Pétersbourg, dans l'église de Notre-Dame de Kasan, une foule composée d'ouvriers et de personnes appartenant à la classe instruite, pour y assister à un service religieux en mémoire des morts et des absents, comme témoignage de solidarité avec des personnes qui expient maintenant en prison, en exil, ou aux travaux forcés, leur amour pour le peuple. Après une prière pour Nicolas Tchernychevsky et pour quelques autres dont le gouvernement russe n'a pas encore pu se saisir, toute la foule, au nombre d'un millier de personnes environ, sortit de l'église et se groupa dans le péristyle, sur les degrés et sur la place. Un homme de ceux qui se trouvaient sur les degrés fit alors le discours suivant :

« Amis! nous venons de prier pour le bien de Nicolas Gabrielowitch (Tchernychevsky) et d'autres martyrs de la cause. Pour vous, ouvriers ici rassemblés, il est grand temps que vous sachiez qui était Tchernychevsky. C'était un écrivain qui fut envoyé en 1864 aux travaux forcés, parce qu'il avait appelé une *imposture* la prétendue liberté donnée par le tsar « émancipateur ». Il n'est pas libre, a-t-il dit, ce peuple à qui l'on a vendu bien cher des terrains sablonneux ou marécageux, qui n'avaient pas de

valeur pour le propriétaire ; il n'est pas libre ce peuple qui, pour ces landes et ces marécages, se voit forcé de payer au tsar et au noble plus qu'il n'en peut retirer ; à qui l'on arrache à coups de fouet ce lourd impôt ; à qui l'on vend sa dernière vache, son dernier cheval, sa dernière cabane ; à qui le service militaire enlève ses meilleurs travailleurs. Il n'est pas libre non plus cet ouvrier qui travaille comme un bœuf pour son maître, qui lui donne toute sa force, sa santé, son intelligence, son corps et son sang, et qui, en échange, ne reçoit qu'un taudis, humide et froid, et quelques sous. — C'est pour avoir dit cette vérité que cet écrivain distingué a été envoyé aux travaux forcés, et se trouve encore, à l'heure qu'il est, déporté en Sibérie. Mais il n'y a pas eu seulement un Tchernychewsky ; ils sont nombreux ceux qui ont voulu, comme lui, affranchir le peuple : les décembristes, les Petrocheff, les Karakosoff, les Netchaïeff, les Dolgouchine, et tous nos martyrs de ces dernières années. Ils ont lutté et ils luttent pour cette même cause du peuple ; je dis du peuple, parce que celui-ci a toujours lutté seul jusqu'à présent. Souvenez-vous de Stenko Razin, de Pougatcheff, d'Antoine Pétroff ! Tous ont eu le même sort : les supplices, les travaux forcés, la prison. Mais plus ils ont souffert, plus grande est leur gloire. Oui, qu'ils vivent, ces martyrs de la cause populaire ! Amis, nous nous sommes rassemblés pour manifester ici, devant toute la capitale, devant la Russie toute entière, notre solidarité avec ces hommes. Notre drapeau est leur drapeau. Il porte la devise : *Terre et liberté pour le paysan et l'ouvrier*. Le voici. Vivent la terre et la liberté !

« Un drapeau rouge portant la devise *Terre et Liberté* passa alors de mains en mains dans la foule enthousiasmée qui commença à se disperser aux cris répétés de : Vivent la terre et la liberté ! Vive le peuple ! Mort au tsar !

« Déjà vers la fin du discours, on avait entendu les coups de sifflet des agents de police ; lorsque la foule commença à se disperser, la police essaya d'arrêter le groupe dans lequel se trouvait l'orateur ; mais, malgré les renforts qui lui arrivaient à chaque instant, son attaque fut trois fois repoussée. Enfin survint la gendarmerie et le commandant de police Trépoff qui, voyant le petit nombre des personnes arrêtées, donna l'ordre d'arrêter tous ceux qu'on pourrait saisir. Alors la police se répand à droite et à gauche en criant : Les Polonais se soulèvent ! Empoignez tous ceux qui tomberont sous la main ! Arrêtez les lunettes et les châles ! Ainsi furent arrêtées jusqu'à des personnes qui n'avaient pris aucune part à la manifestation. 32 personnes ont été emprisonnées, parmi lesquelles 11 femmes. Ceux qui connaissent la Russie peuvent aisément se représenter la manière dont sont traités ces malheureux. »

*
**

15 avril. — « Il paraît, d'après les journaux, qu'un mouvement socialiste armé a éclaté dans la province de Bénévent, ancien royaume de Naples, au cœur même des Abruzzes. »

*
**

22 avril. — « C'est à San-Lupo, le 5 courant, que la bande s'est montrée pour la première fois ; mais, surprise prématurément et peut-être à l'improviste par les carabinieri, elle les a reçus par une décharge de coups de feu, qui en a blessé deux ; puis elle s'est retirée du côté des montagnes du Malese..... » La « bande (dit un journal de Naples) ne comptait pas « plus de trente hommes et était commandée par « Carlo Cafiero, Enrico Malatesta et Cesare Ceccarelli. « S'étant rendus à la maison commune de Letino, ils « forcèrent le secrétaire de remettre tous les papiers « qui s'y trouvaient, excepté ceux de la congrégation « de charité, parce que ces derniers, dirent-ils, « intéressaient le peuple. Ces papiers, ainsi que le « portrait du roi, furent brûlés sur la place publique. « L'un des trois chefs, Cafiero, parla ensuite au « peuple pendant une heure environ, dans le sens « de l'Internationale... Cafiero n'a pas plus de trente « ans ; c'est un bel homme, à la barbe blonde, et il a « produit une certaine impression... Ceux qui com- « posaient la bande se firent donner à manger, mais « en payant tout. Puis la bande se mit en route pour « la petite bourgade de San Gallo..... » Dans cette bourgade, les archives furent aussi brûlées, et l'argent qu'on trouva au bureau du receveur des impôts fut distribué au peuple... La bande, surprise dans une ferme près de Letino, fut cernée, et ceux qui la composaient furent arrêtés le soir du 11 avril, après avoir tenu la campagne pendant six jours... »

29 avril. — « Les journaux d'Italie publient un décret du gouvernement qui déclare dissous les sections et fédérations, cercles et groupes de l'Internationale italienne, ordonne la fermeture de leurs locaux et la saisie des papiers leur appartenant. »

— « Voici comment s'exprime, au sujet de Cafiero, le *Giornale di Padova*, reproduit par le *Pungolo* de Milan :

« Carlo Cafiero est fils d'un riche propriétaire de
« Barletta. Il fit ses études à l'université de Naples,
« mais, très jeune encore, il quitta l'Italie pour
« voyager dans presque toute l'Europe. Il séjourna
« longtemps en Suisse, où il donna toujours et géné-
« reusement l'hospitalité, dans une maison qu'il avait
« achetée, aux principaux internationalistes du monde
« entier... Il fut en relation avec Marx, avec Jacoby,
« avec Bakounine et les hommes les plus connus de
« son école, particulièrement avec des socialistes
« russes. Il a un peu plus de trente ans ; il est très
« distingué de manières, poli, doux, humain et
« généreux ; il parle bien l'anglais, le français et le
« russe... D'un caractère très résolu, c'est un homme
« de profondes convictions. »

* *

1^{er} juillet. — Tandis que le Comité fédéral jurassien prépare le Congrès général de l'Internationale, qui aura lieu le 6 septembre à Verviers, en Belgique, les Belges préparent un Congrès général et universel des socialistes qui se réunira à Gand le 9 septembre.

« Sans fonder de trop vives espérances sur les ré-

sultats de ce Congrès universel, et sans nous figurer, comme quelques-uns, qu'il doive en sortir une *nouvelle Internationale* (chose d'ailleurs parfaitement superflue, puisque l'*Internationale* existe, qu'elle se porte à merveille, et que son cadre est assez vaste pour que tous les hommes de bonne volonté et toutes les organisations ouvrières puissent y entrer), nous voulons espérer que la rencontre de délégués appartenant à des fractions diverses, dont plusieurs, dans ces derniers temps, se sont trouvées en état d'hostilité réciproque, pourra contribuer à éclaircir certains malentendus, à apaiser certaines irritations et à mettre fin, de la part des journaux de langue allemande, au système d'injures et de calomnies qu'ils ont adopté à l'égard des socialistes révolutionnaires des autres pays... »

— « Il y a aujourd'hui un an que Michel Bakounine est mort à Berne. Ceux dont il avait combattu les doctrines autoritaires espéraient bien que le « bakounisme », pour employer leur langage, allait disparaître du monde avec le vieux révolutionnaire descendu dans la tombe. Ils se sont trompés : le parti révolutionnaire anarchiste est plus fort et plus vivant que jamais... C'est qu'il n'y a jamais eu, quoi qu'aient pu dire nos adversaires, de *bakounisme* ou de *bakounistes*, il y a eu et il y a encore des hommes unis par un programme commun et par la passion de la justice et de l'égalité, et dont l'existence est vouée à la propagande et à la réalisation de leurs idées. Le parti qui s'est formé autour d'un homme ne survit pas au chef auquel il devait l'existence. Il en est autrement du parti qui s'est formé autour d'une idée : un individu

peut mourir, le parti reste ; il continue à vivre, à grandir et à lutter jusqu'à la victoire.

*
**

5 août. — LA PROPAGANDE PAR LE FAIT. « Depuis quelque temps, on parle souvent d'une chose dont le nom au moins est nouveau : la propagande par le fait.....

« Lorsque les principes autour duquel se forme un parti sont formulés....., il faut..... répandre ces principes dans les masses.....

« Le premier mode de propagation de l'idée est... » la causerie.

« Ce moyen de propagande, quoique excellent, ne suffit pas :..... il n'y a pas assez de propagandistes pour parler d'homme à homme, pour causer,..... on est amené à remplacer..... la causerie par..... la conférence ou le meeting.....

« Mais si la voix humaine peut parler à mille personnes, il est une voix qui parle à dix mille, à cent mille auditeurs, c'est celle de la presse. Ainsi s'établit un troisième mode de propagande théorique, le plus puissant de tous, la propagande par la brochure et surtout celle par le journal.....

« A côté de la propagande théorique, la propagande par le fait..... Nos amis de Bénévent ont pris deux petites communes, et là, en brûlant les archives, ils ont montré au peuple le respect qu'il faut avoir de la propriété. Ils ont rendu au peuple l'argent des impôts, les armes qu'on lui avait confisquées ; en faisant cela, ils ont montré au peuple le mépris qu'il faut faire du gouvernement..... »

*
**

2 septembre. — « Je viens vous signaler un acte de brutalité révoltante qui a eu lieu, le mois dernier, dans la *maison de détention préventive*..... Le 13, 25 juillet, le général Trépoff, chef de la police, accompagné du directeur de la prison, entra dans l'une des petites cours qui servent de promenoir aux détenus ; et voyant que deux détenus s'y trouvaient à la fois, il demanda au directeur comment il se faisait que deux prisonniers pussent se promener ensemble, au lieu d'être isolés. Comme le directeur, un peu déconcerté, tardait à répondre, l'un des deux détenus, Bogoliouboff (un jeune homme condamné à 15 ans de travaux forcés pour la manifestation de Notre-Dame de Karsan) prit la parole et expliqua au général que lui et son camarade avaient la permission de se promener ensemble parce qu'ils n'étaient plus des prévenus, et parce qu'ils étaient déjà condamnés tous les deux, chacun pour une affaire différente.

— « Tais-toi, cria M. Trépoff furieux, ce n'est pas à toi que je parle. Qu'on mette à l'instant cet insolent au cachot !.....

— « Ote ton chapeau ! cria-t-il en même temps au prisonnier.

« Et comme celui-ci n'obéissait pas !

— « Ote ton chapeau ! hurla une seconde fois le policier hors de lui ; et il voulut appliquer à Bogoliouboff un soufflet que le prisonnier évita...

« Les détenus entendirent bientôt des cris de douleur : c'était Bogoliouboff que l'on fouettait dans la cour...

« Un certain nombre de détenus, après avoir été au préalable roués de coups, furent à leur tour jetés dans

des cachots pour avoir osé manifester leur indignation... »

*
* *

23 septembre. — Neuvième Congrès général de l'Internationale tenu à Verviers du 5 au 8 septembre. Levachof (Kropotkine) en fait partie.

Certaines personnes auraient voulu que ce neuvième Congrès fut remplacé par le Congrès universel de Gand, ce qui aurait été une abdication de l'Internationale.

Les délégués de l'Internationale au Congrès de Gand furent :

Rodriguez, Mendoza et Chalain, pour l'Espagne ;

Brousse et Montels, pour la France ;

Gérombon, pour Verviers ;

Costa et Martini, pour l'Italie et la Grèce ;

Rinke et Werner, pour l'Allemagne ;

Guillaume, pour le Jura ;

Enfin, pour la Russie, Levachof (Kropotkine), qui quitta le Congrès de Gand dès le début.

Ce Congrès divise de plus belle les socialistes en autoritaires et antiautoritaires, tout en ayant l'air de vouloir les concilier.

*
* *

18 novembre. — En Russie, le procès des 193 accusés de *propagande criminelle* a commencé le 2 novembre. Au nombre des accusés se trouvent 82 nobles, 17 employés du gouvernement, 7 officiers et 33 prêtres.

*
* *

2 décembre. — L'acte d'accusation notifié aux 37 détenus dans l'affaire de Bénévent porte que Carlo Cafiero, docteur en droit, de Berletta, a 31 ans ; Enrico Malatesta, chimiste, de Capoue, 24 ans ; Cesare Ceccarelli, négociant, de Savignano, 35 ans.

*
**

1878.

21 janvier. — L'un des accusés du procès des 193, Myschkine, a dit : « ... Nous n'avons à notre disposition ni prisons, ni forces militaires, ni grandes entreprises industrielles tenant en servitude des milliers d'ouvriers ; par conséquent, nous n'avons aucun moyen pour faire violence à la volonté du peuple au profit des idées que nous poursuivons. Nous ne pouvons donc agir que par la conviction. Tous les moyens de violence sont entre les mains de nos adversaires, qui en font réellement usage. Donc si, malgré les conditions défavorables pour nous, le gouvernement a néanmoins des motifs sérieux pour craindre que notre activité puisse être couronnée de succès, c'est que nous ne nous trompons pas en comptant sur la sympathie du peuple pour nos idées ; mais, dans ce cas, nous ne sommes ni criminels ni malintentionnés, nous ne sommes que les interprètes des besoins ressentis par le peuple... »

*
**

11 février. — « La famille Varlin s'est vue dans la nécessité de recourir au tribunal pour faire constater

que la mort de Varlin était réellement arrivée le 28 mai 1871... Au cours de l'audience, il a été donné lecture d'une pièce que nous reproduisons : c'est le rapport du lieutenant qui a arrêté Varlin et a présidé à son exécution. » — suit le rapport et « un détail odieux » relatif à la montre de Varlin.

— « Le télégraphe a annoncé que, mardi dernier 5 courant, une femme ayant pénétré dans le bureau de M. Trépoff, chef de police de Pétersbourg, sous prétexte de lui remettre une pétition, lui a tiré à bout portant deux coups de pistolet.

« C'est M. Trépoff qui a la haute surveillance des prisons ; c'est lui qui a donné les ordres barbares en vertu desquels les détenus socialistes sont torturés et fouettés.

« Les deux coups de feu ne l'ont pas tué, mais il est très grièvement blessé. »

* *

4 mars. — « La jeune fille qui a tiré sur le préfet de police Trépoff se nomme Vera Zassoulitch... Indignée (a-t-elle dit dans un interrogatoire) de l'action féroce de Trépoff envers Bogoliouboff, j'ai longtemps attendu que les tribunaux lui infligent le châtiment mérité, ou qu'un vengeur vienne au moins lui payer cette dette de sang ; voyant que mon attente était vaine, je me suis décidée à frapper moi-même. »

* *

25 mars. — Les Sections de la Fédération jurassienne cessent de publier le *Bulletin*.

« *L'Avant-Garde*, organe de la Fédération française de l'Internationale, et que nous recommandons spécialement aux lecteurs du *Bulletin*, pourra, mieux que tout autre, combler le vide momentané que laissera notre disparition. »

L'AVANT-GARDE

6 mai. — Vera Zassoulitch a été acquittée le 12 avril.

« Je n'ai jamais vu (a-t-elle dit) ni Trépoff ni Bogoliouboff. J'ai appris l'outrage fait à un de ceux que j'aime parce que je connais leurs idées et leur vie. Je connais aussi la vie d'un détenu, ses maux et ses souffrances ! Quand j'ai vu que six mois s'écoulaient, que l'outrage n'était pas vengé, que toute cette affaire allait être ensevelie pour toujours dans le silence, j'ai jugé qu'il fallait tout replacer au grand jour devant l'indignation de l'opinion publique. »

Il était à prévoir que la police saisisrait Vera Zassoulitch pour la transporter en Sibérie. « La foule veut voir Zassoulitch, la prendre sous sa protection. C'est dans ce but qu'un millier d'hommes attendent à la porte du tribunal. Elle paraît, la foule applaudit, l'enlève sur ses bras, la porte en triomphe ; mais la rue est bouchée par une forte escouade de policiers

et de gendarmes. On rebrousse chemin. Des gendarmes arrivent et veulent la mettre en voiture. La foule mugit, la défend, la porte dans une autre voiture et la conduit en convoi à rangs serrés. On suit une longue et large rue encore bouchée par les gendarmes. De plus, un détachement de gendarmes fond par derrière sur la foule à bride abattue ; les policiers accourent, assomment femmes et enfants et procèdent à des arrestations. Trois coups de pistolet retentissent ; un étudiant tombe mort, une étudiante en médecine et un portier tombent blessés... Enfin Zassoulitch parvient saine et sauve dans une maison... »

*
* *

3 juin. — « ... Le 11 mai, vers trois heures et demie, notre céleste empereur faisait sa promenade quotidienne. Sa voiture allait vers le palais, en suivant l'allée des Tilleuls. Tout-à-coup, un jeune homme de 19 ans, de taille moyenne, maigre, imberbe, à la figure longue et blême, aux yeux gris pâle, aux cheveux noirs, s'avance du trottoir sur la chaussée et tire plusieurs coups de revolver. Les balles n'ont atteint personne..... Arrêté par le public aidé de la police, ce jeune homme a déclaré se nommer Hœdel. C'est un ouvrier ferblantier, né à Leipzig. L'accusation prétend... que Hœdel a voulu tuer l'empereur. Hœdel affirme qu'il a voulu se suicider en présence de l'empereur pour que partout l'on sache à quel degré d'intensité s'est haussée la misère en Allemagne... »

*
* *

17 juin. — « ... Vers trois heures de l'après-midi, au moment où l'empereur passait en voiture découverte dans cette même allée des Tilleuls où il fit dernièrement avec Hœdel une si dangereuse rencontre, Nobiling paraît à une des deux fenêtres de son appartement, une carabine Dreyse en mains. En chasseur passionné, Nobiling a chargé son arme avec du plomb numéro 4 et des chevrottines... Il vise l'empereur, il tire ; au premier coup, il blesse Guillaume à la joue ; au second, il l'atteint au dos, au cou, aux membres. Pendant qu'on ramène l'empereur dans son palais avec sept blessures au bras droit, vingt au bras gauche, six au dos, huit à la tête et au visage, on envahit l'appartement de Nobiling pour l'arrêter. Quand la porte de sa chambre a été ouverte, on a vu Nobiling appuyé sur son poêle, le revolver à la main. Le maître d'hôtel s'avance ; il reçoit une balle au cou. Le second visiteur est tiré et manqué. Alors Nobiling se tire un troisième coup à la tempe droite, et enfin un quatrième. Alors un officier du 82^e régiment trouve utile et courageux d'asséner un coup de sabre sur la tête du malheureux mourant... Charles Nobiling est un homme de 30 ans environ, aux traits fins, quoique énergiques, à la figure intelligente et ouverte. Né le 10 avril 1848 à Kollno (province de Posen), il a reçu une éducation très soignée ; élève distingué du gymnase de Züllichau, un des étudiants les plus instruits de Hallo et de Leipzig, il a été reçu docteur en philosophie en 1876..... »

— LA PROPAGANDE PAR LE FAIT. « L'idée marche en s'appuyant sur deux forces qui se complètent : le

rayonnement de *l'acte*, la puissance de la *théorie*. Et si l'une de ces forces fait plus que l'autre, c'est *l'acte* et non pas la *théorie*... Que l'on réfléchisse aux obstacles que l'on rencontre pour pénétrer les masses d'une pensée nouvelle », à l'aide de conférences, brochures et journaux. Un *fait* produit au contraire un ébranlement : « Pour ou contre, tout le monde s'agite...

« Nous voyons la propagande théorique insuffisante, nous voyons la propagande pratique puissante, même quand elle n'est pas voulue ; nous cherchons à inaugurer une *propagande par le fait*, non plus inconsciente, mais voulue. C'est tout simple ; seulement nous choisissons. Nous choisissons les meilleurs parmi les moyens de propagande théorique ; il est évident que nous montrons la même circonspection et beaucoup plus de prudence dans le choix de l'acte à accomplir pour faire de la propagande pratique...

« Le régicide est une propagande purement *républicaine* » ; il est d'ailleurs possible que celui qui commet un régicide ne soit qu'un agent payé ou un ambitieux ou un fou.

« *Anarchistes*, nos amis italiens ont prononcé la destruction de l'État à Letino, à San-Lupo, à Gallo ; les paysans de ces contrées ont compris... »

*
*
*

15 juillet. — « Vera Zassoulitch est enfin hors de portée des griffes de la police russe. Un banquet lui a été offert à Genève. »

*
*
*

29 juillet. — PROCÈS HØEDEL, « Max-Heinrich Høedel est fils naturel de Émilie Høedel, mariée à Trabert, cordonnier à Leipzig. Il est né le 27 mai 1857. A l'âge de douze ans, il fut mis dans une maison de correction ; et, depuis, son existence n'a été qu'une lutte continuelle contre la misère..... » Il persiste à dire qu'il n'a pas tiré sur l'empereur : « Je voulais me tuer sous les yeux de la haute Société pour lui faire honte de notre misère. »

Le président : « Vous aimiez à vous dire anarchiste ; savez-vous ce que c'est qu'un anarchiste ? »

L'accusé : « Je n'ai pas besoin de vous expliquer cela ici. Je ne vous convertirais pas à mes opinions, pas plus que vous ne me convertiriez aux vôtres. (Mouvement dans la salle...) »

Condamné à mort, « Høedel a écouté sa sentence la tête haute, avec le sourire sur les lèvres, comme s'il s'agissait de quelque autre. Comme on lui ordonne de quitter la salle, il campe fièrement son chapeau sur l'oreille et pousse le cri de : Vive la Commune ! »

★
★

12 août. — Congrès annuel de la Fédération jurassienne tenu à Fribourg les 3, 4 et 5 août. Levachof (Kropotkine) et Brousse, qui ont créé le journal *L'Avant-Garde*, font partie de ce Congrès. Élisée Reclus s'excuse de ne pouvoir assister au Congrès et envoie un *Mémoire* à l'appui de la proposition suivante : Nommer une Commission chargée de préparer un projet de réponse à ces trois questions : Pourquoi sommes-nous révolutionnaires ? Pourquoi sommes-

nous anarchistes ? Pourquoi sommes-nous collectivistes ?

« ... Nous sommes révolutionnaires (dit le *Mémoire de Reclus*) parce que nous voulons la justice..... Jamais un progrès, soit partiel, soit général, ne s'est accompli par simple évolution pacifique : il s'est toujours fait par une révolution soudaine. Si le travail de préparation se fait avec lenteur dans les esprits, la réalisation des idées a lieu brusquement.....

« ... Et comment procéder à cette révolution ?... Commencerons-nous par abdiquer pour devenir libres ? Non, car nous sommes des anarchistes..... qui n'ont personne pour maître et ne sont les maîtres de personne... En supprimant l'État, nous supprimons aussi toute morale officielle... Il n'y a de morale que dans la liberté...

« ... Mais nous sommes aussi collectivistes internationaux, car nous comprenons que la vie est impossible sans groupement social...

« ... Nous n'avons point à tracer d'avance le tableau de la société future : c'est à l'action spontanée de tous les hommes libres qu'il appartient de la créer et de lui donner sa forme, d'ailleurs incessamment changeante comme tous les phénomènes de la vie... »

Brousse développe l'opinion qu'en dehors du *but à atteindre*, il faut s'occuper des *revendications immédiates* et de la *tactique* à adopter pour agir efficacement. Et il fait remarquer que, depuis quelque temps, « la *propagande par le fait* a pris une large place parmi les moyens d'action...

« Levachof (Kropotkine) résume comme il suit les points essentiels qu'il faudrait faire ressortir dans le

programme anarchiste que l'on se propose de dresser :

« 1° Le *collectivisme* comparé au *communisme autoritaire*... ;

« 2° La négation de l'*État* et la libre fédération des communes autonomes et des groupes producteurs ;

« 3° Et c'est le point qui a surtout contribué à produire la scission entre les anarchistes et les étalistes, qu'une révolution sociale ne peut se produire autrement que par le soulèvement spontané du peuple sur une vaste échelle, et par l'expropriation violente des détenteurs actuels des capitaux de toute nature faite par les communes et les groupes de producteurs eux-mêmes, expropriation qui ne saurait s'opérer que lorsque le pays traverse une période de quelques années de désorganisation complète dans toutes les fonctions de l'*État* ; que, durant cette période, toute assemblée législative ayant un pouvoir réel ne saurait qu'entraver la marche de la révolution ;

« 4° Comme conséquence inévitable de la négation de l'*État* et de cette manière d'envisager la révolution, les anarchistes, non seulement refusent la mise en action de toute tactique qui pourrait aboutir au raffermissement de l'idée déjà ébranlée de l'*État*, mais de plus ils cherchent à réveiller dans le peuple, — par la propagande théorique et surtout par les faits insurrectionnels, — l'esprit, le sentiment et l'initiative populaire, au double point de vue de l'expropriation violente de la propriété et de la désorganisation de l'*État*. »

La proposition de Reclus est adoptée, « le Congrès décide que des travaux individuels ou collectifs seront demandés sur ce sujet et que la première assemblée anarchiste les discutera. »

Le Congrès engage à se prononcer :

« *Quant aux principes :*

« 1° Pour l'appropriation collective de la richesse sociale ;

« 2° Pour l'abolition de l'État sous toutes ses formes, y compris la prétendue agence centrale des services publics ;

« *Quant aux moyens :*

« 1° Pour la propagande théorique ;

« 2° Pour l'action insurrectionnelle et révolutionnaire ;

« 3° Quant au vote : qu'il ne saurait être considéré comme un principe de droit capable de réaliser la soi-disant souveraineté du peuple ; que, comme instrument, son emploi est toujours dangereux. »

* *

26 août. — « Vendredi 16 août, à 5 heures 1/2 du matin, Hœdel a été exécuté... Il est mort avec courage. »

— « Metzentsoff, à la fois général et chef de la Section de la haute police, sortait d'une confiserie de la place Saint-Michel (Pétersbourg), bras dessus, bras dessous avec... le général Makaroff, du corps des gendarmes. Deux individus approchent et, avant que le policier soit sur ses gardes, la lance d'un poignard s'enfonce dans la région du cœur. Le lendemain soir, Metzentsoff était mort. Makaroff fait mine de se jeter à la poursuite des deux justiciers ; deux coups de revolver le manquent... »

* *

9 septembre. — « Nos amis italiens, qui étaient en prison depuis l'affaire de Bénévent » ont été acquittés.

— « La police russe... n'est pas parvenue à découvrir qui a tué Mezentsoff... malgré trois cents arrestations opérées à Pétersbourg et une centaine à Odessa... »

* *

23 septembre. — « Le docteur Nobiling est mort.

— L'imprimerie clandestine de Pétersbourg vient de répandre une brochure qui explique l'exécution de Mézentsoff :

« ... Le but que nous, socialistes, poursuivons, c'est l'abolition de l'inégalité économique, qui est la première cause de tous les maux de l'humanité. La forme que le gouvernement revêt nous touche peu, et, au début, nous nous abstenions de toute lutte politique. D'autant plus nous abstenions-nous de mesures sanglantes. Mais le gouvernement lui-même nous a lancés dans cette voie sanglante que nous poursuivons aujourd'hui... Alors, nous avons institué notre propre tribunal pour juger les auteurs des crimes commis contre nous... Mézentsoff avait mérité la mort pour ses crimes contre les socialistes; et l'arrêt de ce tribunal a été exécuté à Pétersbourg, le 16 août 1878...

« Nous exigeons : 1° La suspension des persécutions pour l'expression des opinions, quelles qu'elles soient, par la parole et par la presse; 2° Abolition de tout arbitraire administratif et jugement par le tribunal du jury populaire; 3° Complète amnistie pour tous les condamnés politiques sans distinction de catégories ou de nationalités... »

*
* *

4 novembre. — « ... Le vendredi 25 octobre, à 5 heures du soir, ...le roi d'Espagne, Alphonse XII, ...passait au trot de son cheval devant le numéro 93 de la rue Mayor, un homme en blouse, tout jeune, 23 ans, passe son bras entre les soldats, abaisse vers lui un pistolet de poche et fait feu. Il manque... Il se déclare socialiste-international, il est ouvrier tonnelier, il s'appelle Jean Oliva Moncasi, son acte était prémédité ; et, pour l'accomplir, il est venu exprès de Tarragone... »

*
*
*

18 novembre. — « Moncasi est condamné à mort. »

*
*
*

2 décembre. — « ...Moncasi attend tranquillement que la Cour suprême ait confirmé sa condamnation... son procès doit passer devant la Cour de Madrid le 25 novembre. »

— « Le 17 novembre, à 2 h. 20 de l'après-midi, le cortège royal sortait lentement de la gare de Naples..... Tout à coup, un homme se précipite. Il saute sur le marchepied. C'est Passanante..... Il tire vivement son couteau de l'étoffe rouge qui l'enveloppe, pousse à l'oreille du roi le cri de vive Orsini, et, résolu, lui porte un premier coup au bas ventre. Le roi se baisse, se courbe, étend le bras gauche, pare ; le coup porte à peine ; la pointe entre un peu au-dessus de l'épaule ; une égratignure seulement. Alors une lutte s'engage. C'est Passanante qui devient l'assailli, Cairoli le prend aux cheveux ; le roi dégaîne

et, sans prendre garde qu'il peut blesser son ministre, frappe sur la tête de son agresseur. Cependant Passanante ne perd pas courage. Il porte un second coup. Cette fois, c'est Cairoli qui le reçoit. Enfin, un cheval se cabre, et le capitaine de cuirassiers qui le monte, d'un coup de sabre à la nuque, étend Passanante sur le pavé. Le cortège continue sa route emportant Cairoli blessé, dont le sang jaillit de la cuisse sur la figure de la reine. Quant à Passanante, on le relève et on l'emmène, sans chapeau, sans cravate, les chaussures déchirées, ses deux blessures saignant sur son costume modeste à petits carreaux blancs et bleus..... Son visage ovale, aux petits yeux noirs et vifs, est sympathique. Il porte une fine moustache...»

Extrait de son interrogatoire :

« Giovanni Passanante, vingt-neuf ans, cuisinier. J'ai résolu de tuer le roi parce que je déteste tous les monarques de la terre et tous les gouvernements. Ils me sont odieux parce qu'ils engendrent la misère... »

*
*

Ce numéro du 2 décembre fut le dernier du journal *l'Avant-Garde*.

Le premier numéro du *Révolté* parut le 22 février 1879.



